

Burundi : l'ONU "troublée" par la torture et les disparitions forcées

@rib News, 13/03/2017 – Source AFP Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit "troublé" lundi par des informations faisant état de torture et d'enlèvements au Burundi, mais a ignoré les appels d'organisations de défense des droits humains à imposer des sanctions. Une déclaration à l'initiative de la France a été adoptée à l'unanimité après quelques ajustements avec la Russie, la Chine et l'Egypte, qui s'opposent aux sanctions.

Le Conseil a noté que la situation sécuritaire au Burundi "est restée globalement calme", mais s'est dit "alarmé par le nombre croissant de réfugiés quittant le pays et troublé par des rapports de torture, de disparitions forcées et de tueries". Des centaines de personnes ont été tuées et 390.000 personnes ont fui le Burundi depuis que le pays a sombré dans la violence, en avril 2015, après l'annonce par le président Pierre Nkurunziza de son intention de briguer un troisième mandat, qu'il a depuis remporté. Le Conseil de sécurité a appuyé la proposition du médiateur Benjamin Mkapa, ancien président tanzanien, de tenir un sommet régional afin d'inciter le gouvernement et l'opposition du Burundi à ouvrir des négociations. Les membres du Conseil ont appelé les voisins du Burundi à "contribuer à une solution à la crise" et à "s'abstenir de soutenir les activités des mouvements armés de quelque manière que ce soit", une référence apparente au Rwanda. Les quinze Etats membres ont exhorté le gouvernement au Burundi à signer un accord avec l'Union africaine pour le déploiement d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires, dont seuls quelques uns ont été autorisés dans le pays. En juillet, le Conseil avait autorisé le déploiement d'au moins 228 policiers de l'ONU au Burundi pour surveiller la situation sécuritaire et les atteintes aux droits de l'homme, mais le gouvernement a bloqué le déploiement de cette force. Dans un rapport envoyé au Conseil de sécurité le mois dernier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré "très préoccupé" par les déclarations du président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, suggérant qu'il pourrait demander un quatrième mandat. Une telle initiative "risquerait d'intensifier la crise", avait estimé M. Guterres.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});